

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 06 février 2025

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Monsieur le directeur général du centre hospitalier
spécialisé de Sevrey
55 rue Auguste Champion
71100 SEVREY

RAR N° 2C 182 993 1880 5

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS : 710974148 - EHPAD RATTACHE AU CHS DE SEVREY

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 2 décembre 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 4 prescriptions et 6 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport. Un délai supplémentaire vous a, par ailleurs, été accordé par mes services.

J'accuse réception de votre réponse en date du 22 janvier 2025, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 2 décembre 2024, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED]
[REDACTED] chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale de
Saône-et-Loire : [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- D'un recours gracieux à mon attention,
- D'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- D'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Jean-Jacques COIPLÉ

Copies à :

Madame la directrice déléguée
EHPAD DE SEVREY
55 R AUGUSTE CHAMPION
71100 SEVREY

Monsieur le Président du conseil départemental de Saône et Loire
Hôtel du département
CS 70126
71026 MACON CEDEX 9

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Prescriptions								
N°	3	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Reference rapport IJH	Levée O/N/ Absolue/relative	Observations
1			Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159-13 du CASP	5 mois	Actions mises en oeuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail précisant le temps dédié à la coordination médicale au sein de l'Ehpad Autres modalités d'intervention proposées.	E3 E4	N	
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et adaptées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'ASDE (ETP cdo) pour accompagner les résidents ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la détermination effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD.	Article L311-3 du CASP Article L312-1 il. 4 du CASP Article D312-156-0 il du CASP Article L311-2 il 4 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Tableau des effectifs soins (DEC/IDE/AS/IFAS) en poste au 01/12/2024 avec les colonnes suivantes : nom, nom de naissance, prénom, date de naissance, type de contrat (CDD/CDDI), date de début de contrat, date de fin de contrat, motif de recours au CDD, motif de sortie, fonction occupée (DEC/IDE/AJDDI, l'agent est-il qualifié pour l'exercice de ses missions (OUI/NON), diplômes-vus ou la copie du diplôme (OUI/NON) + copie des diplômes. Préciser les postes vacants au 01/12/2024 et transmettre les publications des offres d'emploi	E2 E6 E8	Abandonnée	La gestionnaire a transmis le tableau des effectifs et la copie des diplômes des professionnels (IDE et ASDE) en poste au 01/12/2024. La prescription n°2 est abandonnée.
3		Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de l'incrim ou de renouveler leur inscription à l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L431-16 du CSP	3 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/12/2024 N° d'inscription et preuve de leur inscription à l'ordre infirmier	E5	N	Le gestionnaire a transmis le listint des IDE en poste au 01/12/2024 et les preuves d'inscription à l'ordre infirmier.
4		Intégrer dans un document un volet précisant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de pénalités et leur protection quand la dénonciation de mauvais traitements ou pénalités infligés à une personne accueillie ou relative de tels agissements.	Article 434-3 du CSP Article L313-24 du CASP	3 mois	Document mentionnant les dispositions réglementaires relatives aux obligations des salariés en matière de signalement et à leur protection (document daté, signé et validé par les instances)	E1	N	Le gestionnaire n'apporte pas d'élément de réponse. La prescription n°4 est maintenue et notifiée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 28/01/2025
Affaire suivie par : [REDACTED]

Non établissement : EHPAD RATTACHE AU CHS
Adresse : 55 R AUGUSTE CHAMPION
Code postal : 71100
Commune : SEVREY

Recommandations				
Nb	5	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R
1		Définir et mettre en œuvre des leviers pour assurer la continuité de direction de l'Ehpad en formalisant un protocole d'astreinte.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R4 En l'absence d'élément de preuve, la recommandation n°1 est maintenue : dans l'attente de la transmission d'un protocole de continuité de direction.
2		Elaborer une procédure formalisée permettant de répondre à l'absentéisme de personnels au sein de l'établissement : - pour les absences programmées d'une part ; - et pour les absences non programmées d'autre part.		R6 En l'absence d'élément de preuve, la recommandation n°2 est maintenue : dans l'attente de la transmission d'une procédure formalisée.
3		Elaborer une fiche de poste pour le cadre de pôle administratif assurant la direction de l'Ehpad afin de fixer clairement les missions et responsabilités de chacun en prenant en compte les recommandations de bonnes pratiques de l'HAS.	RBPP : bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008, partie 2 p.25	R1 [REDACTED]
4		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels de l'Ehpad.	RBPP Bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R2 R3 La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire. La recommandation n°4 n'est pas maintenue.
5		Renforcer, auprès des professionnels intervenant dans le soin, la diffusion et l'application des bonnes pratiques professionnelles en gériatrie, leur harmonisation et consolider l'organisation des soins dispensés en instaurant des réunions de coordination et régulation des équipes soignantes pilotées par le cadre de santé.	RBPP Bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre – HAS -2008 partie 2 p.25 RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, Décembre 2008	R7 En l'absence d'élément de réponse, la recommandation n°5 est maintenue.
6		Disposer d'un organigramme régulièrement mis à jour de l'ensemble des collaborateurs en poste, en identifiant les liens hiérarchiques et fonctionnels entre les différentes composantes de l'Ehpad ainsi que les postes vacants, afin de donner une lisibilité de l'organisation aux personnels permanents ou occasionnels et aux familles.	RBPP Bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R5 En l'absence d'élément de réponse, la recommandation n°6 est maintenue.